

Paris, le 26 mars 2008

Le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche a souhaité inscrire à l'ordre du jour de sa séance mensuelle du jeudi 27 mars un débat sur la situation économique et sociale.

Ce débat intervient après les élections municipales et cantonales qui ont sanctionné la politique menée depuis 10 mois et avant que notre pays préside l'Union européenne à partir du 1^{er} juillet 2008.

Ce débat est indispensable pour les Français inquiets face à la dégradation de la situation économique et sociale de notre pays, dont les difficultés ne cessent de s'accroître.

Ce débat est nécessaire car le gouvernement ne peut continuer à ignorer la réalité de la situation économique internationale et l'échec de sa politique depuis près de 10 mois.

Ce débat a été refusé au début de l'année 2008. Le Premier ministre, en réponse au président du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche, a considéré que cette démarche présentait peu d'intérêt. Il estimait alors que rien ne le justifiait.

Ce débat est essentiel pour montrer que dès l'automne 2007, tous les instituts de conjoncture confirmaient que le scénario retenu par le gouvernement n'était pas tenable et que les marges d'action dilapidées dès l'été 2007 font aujourd'hui défaut.

Soit le Président de la République et le gouvernement continuent à nier l'impasse économique et budgétaire, soit ils la reconnaissent et dans ce cas, comment imaginer que la dégradation de la situation ne conduise pas à une augmentation des prélèvements, comme ce fut le cas par exemple en 1995 où le gouvernement de l'époque a été conduit à augmenter le taux normal de TVA de 2 points ?

Les enjeux du débat sont simples :

⇒ **Démontrer les responsabilités du pouvoir actuel dans la dégradation de cette situation et dans la disparition des marges de manoeuvre pour faire face à la crise internationale ;**

⇒ **Montrer que d'autres solutions justes et équilibrées, concernant tous les Français et pas simplement quelques privilégiés, sont possibles pour l'emploi et le pouvoir d'achat.**

Pendant la campagne pour l'élection présidentielle, le candidat Sarkozy a multiplié les engagements personnels. La situation économique et sociale et le pouvoir d'achat ont été des thèmes essentiels, comme en témoignent les formules désormais célèbres :

*« Je veux être le candidat du pouvoir d'achat »
« Travailler plus pour gagner plus »*

Devenu président de la République et alors que les déficits et la dette publique atteignent des records historiques, Sarkozy a commencé par dilapider 15 milliards d'euros par an au profit des plus favorisés, sans prévoir aucun financement.

Le choc de confiance promis pendant la campagne électorale s'est transformé en fardeau pour les Françaises et les Français, à l'exception de quelques privilégiés bénéficiant du bouclier fiscal.

Le président de la République n'a pas incité les entreprises à augmenter les salaires, il a simplement invité les salariés à faire des heures supplémentaires, comme si cela pouvait relever de leur seule décision.

Aucun coup de pouce n'a été donné au SMIC ou aux pensions de retraite. La prime pour l'emploi, l'allocation de rentrée scolaire, les allocations familiales augmentent cette année moins que le taux prévu pour l'inflation, indice qui lui-même n'a plus aucun rapport avec l'augmentation réelle des prix.

Aujourd'hui, les Français doivent faire face à la hausse des prix des produits alimentaires, à celle des carburants, à l'augmentation des loyers. Depuis le 1er janvier 2008, les malades doivent payer 50 centimes par boîte de médicament et par acte paramédical.

Dès cet été, Sarkozy est apparu comme le président des promesses qu'il ne pouvait pas tenir. Les Français ont cru qu'ils pourraient bénéficier d'une réduction d'impôt parce qu'ils avaient emprunté pour acheter leur logement. Finalement, tous ceux qui avaient acheté avant le 21 août 2007 n'ont rien eu.

Ces écarts entre les promesses et les actes, les députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche n'ont cessé de les dénoncer depuis le début du quinquennat.

Face à la dégradation de la situation économique et budgétaire de notre pays, à la hausse de l'inflation, au développement de la précarité, ils ont en permanence souligné l'erreur initiale du « *paquet fiscal* », son inefficacité et ses injustices, ses dangers pour les Françaises et les Français.

Sarkozy a ainsi été conduit au début de l'année 2008, à reconnaître qu'il ne pouvait pas vider des caisses déjà vides.

Candidat du pouvoir d'achat, il est devenu Président de l'impuissance

Si aucun coup d'arrêt n'est donné à cette politique de fuite en avant qui a fait disparaître, dès le début du quinquennat, des marges d'action qui seraient aujourd'hui bien utiles pour faire face à l'évolution économique internationale, les Français, et notamment les plus modestes, vont rapidement en faire les frais. ☐